

Reporter: Pourquoi? Pour des raisons de balance du commerce et de balance des paiements?

M. Sharp: Nous avons, vous le savez, subi un déficit commercial très important pendant des années et nous en sommes enfin arrivés au point où nous commençons à pouvoir gagner suffisamment pour payer l'intérêt sur nos emprunts et nos dividendes, etc. Nous ne considérons pas que c'est une situation anormale. Nous ne savons pas si la chose continuera, mais nous cherchons depuis des années à améliorer notre position de manière à ne pas dépendre, comme c'était le cas, de vastes importations de capitaux. C'est une aspiration légitime, et qui n'est pas contraire aux intérêts des Etats-Unis.

Reporter: Monsieur le ministre des Affaires étrangères, estimez-vous déraisonnables les exigences des Etats-Unis en matière de concessions commerciales?

M. Sharp: A vrai dire, je ne sais trop comment répondre à cette question, parce qu'il n'y a qu'un point litigieux qui soit vraiment important entre nous et les Etats-Unis, à savoir le pacte de l'automobile. Sur ce point, quant à moi, les négociations doivent être menées rondement et elles durent déjà depuis des mois; en fait, elles ont commencé bien avant que le Président Nixon ne rende son programme public le 15 août dernier. Les Etats-Unis désirent apporter certaines modifications à cet accord, et nous avons nos propres intérêts à protéger. A ce jour, nous ne pouvons accepter la position qu'ont adoptée les Etats-Unis. Toutefois, ce n'est pas là une situation exceptionnelle. J'ai participé à de nombreuses négociations et, à un certain stade, il faut en arriver à un accord; il semble que nous n'ayons pas encore atteint ce stade. Il va de soi que nous pourrions toujours dénoncer l'accord, mais selon moi, ni l'un ni l'autre des deux pays, soucieux des intérêts des consommateurs ou des producteurs, ne veut le faire. C'est pourquoi je ne suis pas en mesure de répondre à cette question. Je ne sais vraiment pas ce que, à la longue, les Etats-Unis accepteront ni ce que nous accepterons sur le plan des négociations économiques. Un accord a été négocié et maintenant, les Etats-Unis voudraient le renégocier pour en modifier les clauses. C'est assez normal. Pour notre part, nous avons nos propres intérêts à défendre et nous refusons certaines propositions des Etats-Unis. Tôt ou tard cependant, nous devons inéluctablement nous mettre d'accord. Toutefois, nous n'en sommes pas encore arrivés là.

Reporter: Soyons réalistes et parlons franc: le Canada peut-il en arriver à un accord pour modifier le pacte de l'automobile avant la tenue des élections dans notre pays et sans donner à l'électorat l'impression que vous avez cédé aux Etats-Unis?